

## COMMUNIQUE DE PRESSE:

# Transparency International publie son 1997 Corruption Perception Index

## Un Classement de la Perception de la Corruption à travers le Monde

*Berlin, 31 juillet 1997*

Transparency International (TI) publie aujourd'hui son *Corruption Perception Index* (CPI) pour l'année 1997. Ce classement paraît à un moment d'inquiétudes grandissantes en ce qui concerne le problème de la corruption dans le monde. Il a été mis au point à partir de sept sondages effectués auprès d'hommes d'affaires et d'experts en politique et reflète leurs impressions et perceptions de l'étendue de la corruption dans 52 pays.

TI est une organisation non-gouvernementale qui lutte contre la corruption. Basée en Allemagne, à Berlin, TI s'est donnée pour mission de soutenir un bon fonctionnement des systèmes d'intégrité, au niveau national des pays, comme au plan international. Créée en 1993, TI compte aujourd'hui plus de 60 Chapitres Nationaux à travers le monde.

Le CPI 1997 est le rapport sur la corruption le plus fiable et le plus à jour à l'heure actuelle. Ne prenant en compte que des données de 1996/7, les chiffres qui sont présentés dans le classement de cette année sont plus précis que ceux des années précédentes qui incorporaient des informations s'échelonnant sur plusieurs années. Le classement, qui a été mis au point pour TI par le Dr. Johann Graf Lambsdorff, économiste à l'université de Göttingen, se fonde sur des sondages et enquêtes effectués par Gallup International et le World competitiveness Yearbook, par Political and Economic Risk Consultancy à Hong Kong, DRI/McGraw Hill Global Risk Service et Political Risk Services à Syracuse, USA, et sur des informations recueillies directement par le Dr. Lambsdorff sur Internet.

### **Les pays en voie de développement dans le CPI**

“La presse se concentre surtout sur les PVD quand elle écrit ou parle du CPI parce que la corruption est perçue comme plus importante dans ces pays-là. Cependant j'encourage vivement le public à se rendre compte qu'en grande partie la corruption qui y sévit, est une conséquence directe des comportements de sociétés multinationales, basées dans les riches pays industrialisés, n'hésitant pas à recourir aux versements de pots-de-vin généreux pour obtenir des contrats dans les pays en voie de développement et les pays en transition” a déclaré le Dr. Peter Eigen, président de Transparency International.

Il a ajouté “ Transparency International n'essaie pas de dire avec ce classement qu'un pays est plus corrompu qu'un autre. Nous ne faisons que rapporter comment des hommes d'affaires internationaux et des experts en politique perçoivent le niveau de corruption dans différents pays. Il ne faut pas non plus oublier qu'un grand nombre de ces personnes interrogées se trouvent justement au cœur du problème.”

Pour remédier au déséquilibre apparent qui accable les pays en voie de développement dans ce classement, TI envisage de publier un sondage sur la *corruption active* engendrée par les pays exportateurs. Malheureusement, l'accès très difficile à des données fiables et le coût élevé qu'implique une telle étude n'ont pas encore permis à TI de réaliser et de publier un tel “Active Corruption Index”.

L'étude a été préparée de façon à ce que les pays perçus comme les moins corrompus obtiennent les scores les plus proches de dix. Aucun pays ne parvient à atteindre un dix parfait. Le Danemark, la Finlande et la Suède prennent cette année les trois premières places, et la Nouvelle-Zélande perd sa position de tête de liste de 1996. Pour la seconde année consécutive, le Nigéria apparaît en dernière position et est ainsi perçu comme le pays le plus corrompu, parmi les 52 compris dans le classement.

Comme certains pays sont inclus pour la première fois dans ce rapport et que d'autres n'y apparaissent plus à cause d'un nombre de données insuffisant, mieux vaut se fier aux scores des pays, plutôt qu'à leur position dans la liste de classement, pour évaluer les changements qui ont lieu dans la perception de leur degré de corruption. Ce sont les différences dans les scores, d'année en année, pour un pays, qui ont de l'importance, et non les places que les pays occupent dans la liste.

### **Les Calculs du Classement**

La recherche autour du CPI a été menée par le Dr. Lambsdorff qui a expliqué que "le Classement correspond à une enquête basée sur plusieurs sondages, qui reflètent les estimations subjectives d'hommes d'affaires et d'experts en politique. Il fournit un aperçu de leurs perceptions, qui ont à leur tour un impact sur la façon dont les compagnies privées, en particulier au Japon, en Amérique du Nord et en Europe Occidentale, opèrent dans le reste du monde.

M. Lambsdorff a précisé qu'une partie importante des personnes interrogées dans le cadre des sondages sont originaires de pays occidentaux et industrialisés, et que la plupart des sondages qui ont contribué à l'obtention du classement final, ont été menés par des organisations occidentales. Ceci peut donc amener à des résultats en faveur des pays industrialisés et à l'encontre des pays en voie de développement.

Le classement des pays est déterminé par les différents résultats apportés par l'analyse des sept sondages de base. Comme un minimum de présence dans quatre sondages est exigé pour chaque pays, seulement 52 pays sont inclus dans le CPI de cette année. "Nous comptons aujourd'hui l'existence de presque 200 Etats souverains dans le monde, et il y a certainement de nombreux pays qui ne sont pas compris dans le classement, mais qui seraient perçus comme plus corrompus que ceux classés. Nous n'avons cependant pas assez d'informations pour tous les inclure", a ajouté M. Lambsdorff.

L'analyse des résultats pour les différents pays montre que, à plusieurs reprises, un grand nombre de pays atteignent des scores très similaires, ce qui met en évidence le danger de ne se fier qu'à leur position ordinaire pour comprendre le rapport. Ne comparer que les places obtenues d'une année à une autre par un pays, ne permet pas de tirer des conclusions sur les véritables fluctuations du niveau de corruption perçu dans celui-ci. Israël, par exemple, est passé de la 14ème à la 15ème position en 1997, alors que son score pour l'année 1997 est plus proche de dix et donc meilleur que pour 1996. Un autre problème qui induit en erreur est caractérisé par le fait d'avoir un grand nombre de pays aboutissant à des résultats très proches les uns des autres, ce qui tend à confondre le lecteur, sur le progrès effectué, ou le recul pris, par tel ou tel pays. Ce problème de groupement de résultats est bien illustré par le cas de la Malaisie qui, après avoir obtenu des scores très similaires en 1996 et 1997, est passée de la 26ème à la 32ème place. "Nous encourageons vivement les analystes à se concentrer sur les scores individuels par rapport au maximum 10, pour comprendre comment le monde des affaires perçoit la corruption dans chacun des pays", a ajouté le président de TI, Peter Eigen.

### **L'influence du CPI sur la politique**

Le CPI a eu un impact bénéfique sur la politique nationale de plusieurs pays et contribue de façon croissante à ouvrir les yeux de l'opinion publique. "Nous savons que la publication du CPI a contribué à faire prendre conscience aux gens que la corruption est un cancer" a noté M. Eigen. "Alors que certains gouvernements ont réagi négativement à l'annonce des résultats et à la critique implicite, d'autres ont décidé d'y remédier et ont entamé des réformes, afin d'améliorer leur système d'intégrité national" a expliqué le président de TI, en citant la Malaisie comme exemple de la seconde catégorie. Il a aussi ajouté que "plus de gouvernements devraient commencer à réagir concrètement, à la parution du résultat du niveau de corruption perçu dans leur pays".

M. Eigen a poursuivi en disant qu'un lien empirique a maintenant été établi entre le degré de corruption et les investissements étrangers directs dans un pays. Une récente étude qui utilise le CPI, effectuée à l'université de Harvard, montre qu'une hausse du niveau de corruption, de celui associé à Singapour à celui connu au Mexique, serait équivalent à une hausse de plus 20% du taux d'imposition marginal, pour l'investisseur étranger. Une augmentation de 1 point du taux d'imposition marginal correspond à une réduction d'à peu près 5% des investissements étrangers à l'intérieur d'un pays<sup>1</sup>. "Chaque jour qui passe sans que rien ne soit fait pour améliorer les mauvais résultats du CPI contribue à plus de pauvreté, à moins d'éducation, à la détérioration des soins de santé," a précisé M. Eigen en expliquant aussi que "le CPI fournit une mesure des opportunités perdues de développement".

Le Classement de TI a non seulement eu un impact important sur la politique nationale d'un certain nombre de pays, mais a aussi incité à des débats dans plusieurs parlements à travers le monde. **Quelques exemples suivent:**

#### **Bhutto: "L'administration la plus honnête de l'histoire du Pakistan..."**

L'impact du CPI fut peut-être le plus grand au Pakistan. La colère des Pakistanais face au comportement de leur gouvernement, fréquemment impliqué dans des affaires de corruption, a éclaté lorsque le Pakistan s'est retrouvé en avant-dernière position dans la liste de 54 pays en 1996. La colère et le mécontentement se firent vite accompagner d'un vif sentiment de déception; les Pakistanais avaient mérité mieux que cela de leur élite politique.

La réaction au CPI au Pakistan a été remarquable: des représentants de l'ambassade du Pakistan, ainsi que du parti d'opposition, sont venus nous rendre visite à Berlin afin d'obtenir quelques clarifications. L'intérêt que nous a exprimé un grand nombre de Pakistanais a permis la création d'un véritable réseau de contacts dans le pays et TI est devenu un nom souvent prononcé.

Au cours d'un séminaire organisé par TI à Karachi, plusieurs participants ont indiqué que le Classement de TI avait contribué à la chute de l'administration Bhutto, célèbre pour être corrompue. Mme Bhutto avait violemment réagi au parlement alors que les résultats du Classement étaient mentionnés et avait déclaré que son administration était la plus honnête de toute l'histoire du Pakistan. Quelques jours après, elle fut renvoyée de ses fonctions par le Président, qui prit apparemment cette décision à la suite du comportement irrationnel de Mme Bhutto en réponse à la publication du Classement. Mme Bhutto connut une défaite cuisante aux élections qui suivirent.

Le nouveau Chapitre National de TI au Pakistan s'est fixé pour le moment de travailler dans le domaine des offres d'achats public et collabore de façon indépendante avec le nouveau gouvernement pour réduire le taux de corruption qui a retardé le développement du pays pendant deux générations.

<sup>1</sup> Shang-Jin Wei: How Taxing is Corruption on International Investors? Harvard University, Feb. 1997, e-mail: shang-jin\_wei@harvard.edu, homepage: www.nber.org/~wei

### **La Malaisie: “Un Impérialisme Culturel”**

En Malaisie le gouvernement réagit d’abord énergiquement contre le CPI. Le Premier Ministre, M. Mahatir désigna le Classement de TI comme un autre exemple d’impérialisme culturel occidental et décréta qu’il était grand temps de mettre en place des agences spécialisées qui contrôlèrent de plus près les pays occidentaux et la corruption que ceux-ci cherchent à exporter. Cependant, les Malais décidèrent bientôt d’envoyer une délégation de leur agence Anti-Corruption (ACA) à Berlin, afin de mieux comprendre les mécanismes et la méthodologie de l’étude, ce qui fut expliqué par TI.

Le gouvernement entama ensuite une campagne anti-corruption, se rapportant régulièrement au Classement de TI dans ses déclarations publiques et au cours de débats parlementaires, et le désignant comme la raison pour laquelle tous les Malais devaient se mobiliser contre la corruption. M. Mahatir craignit de voir la corruption empêcher la Malaisie de rejoindre les rangs des pays les plus industrialisés en 2020 et le gouvernement décida de soutenir entièrement le travail de l’agence Anti-Corruption.

Le Classement représente maintenant le point central d’un programme national de prise de conscience du problème de la corruption, et le CPI est souvent mentionné dans les discours du Vice-Premier Ministre. TI est maintenant un “nom” en Malaisie et est très présent dans les médias, une excellente condition préalable pour le futur travail du Chapitre naissant de TI dans ce pays.

Initialement considéré avec suspicion, TI-Malaisie apparaît maintenant comme un partenaire entièrement indépendant dans la campagne pour accroître l’intégrité au sein du pays.

### **Argentine: Une nouvelle poussée anti-corruption dans les provinces**

Dans les médias argentins, le Classement des perceptions de la corruption a constitué un des titres principaux pendant plusieurs semaines. Le débat public qui s’est créé suite à sa publication a même provoqué une dispute entre le gouvernement et Poder Ciudadano, le Chapitre National de TI en Argentine. Selon les rapports de presse argentins, le Ministre de l’Intérieur, M. Carlos Corach aurait déclaré que le CPI “transmettait une information mensongère, injuste et absurde”. Il aurait ajouté que le classement était d’autant moins sérieux et peu fiable, que le Président Carlos Menem avait lancé “ la campagne la plus formidable pour éradiquer la corruption structurelle”. Il était donc tout à fait injuste et arbitraire de parler de l’Argentine de cette façon-là.

Les principaux points de critique de la part du gouvernement étaient les suivants:

- Le Classement était inexact, il n’avait aucune base scientifique.
- Les compétences de TI et de ses membres n’étaient pas claires.

Luis Moreno Ocampo, président de Poder Ciudadano, fut invité à se rendre chez le chef du gouvernement, M. Jorge Rodríguez, pour fournir des explications sur le Classement. Plus tard une autre rencontre eu lieu entre des membres du gouvernement, M. Moreno Ocampo et des membres du Chapitre National de TI en Argentine. Le gouvernement tenait à exprimer son opinion et celui du Président face à la publication du Classement. Un des commentaires dominant reflétait le fait que le classement ne tenait pas compte des efforts du gouvernement pour contrôler la corruption.

Alors qu’au niveau fédéral le problème de la corruption reste inaltéré, (bien que le gouvernement affirme le contraire), au niveau des provinces il y a maintenant un véritable engagement pour lutter contre la corruption. La province de Mendoza, en particulier, travaille étroitement avec Poder Ciudadano à la mise en place de “Pactes d’Intégrité” pour toutes les offres d’achats publics dans cette région.

# Contacts pour la Presse:

## Si vous avez des questions concernant le CPI veuillez contacter:

Dr. Peter Eigen, Président, Transparency International, Berlin.  
Tel: +49-30- 3438200, Fax: +49-30-3470 3912, e-mail: ti@transparency.org

ou

Dr. Johann Graf Lambsdorff de l'université de Göttingen qui a mené la recherche sur cette étude:

Tel: +49-551-397298; Fax:+49-551-392054, e-mail:jlambsd@uni-goettingen.de

## **aux Etats-Unis:**

Frank Vogl, Vice-président de Transparency International:  
Tel: +1-202-331 81 83, Fax: +1-202-331 81 87, e-mail: voglcom@aol.com

voir aussi "**Questions and Answers on the 1997 CPI**"

## Pour des informations ou des interviews en allemand, anglais, français, italien, russe, espagnol, suédois, norvégien:

Contactez TI à Berlin

## Un graphique peut être obtenu sur le site internet:

<http://www.gwdg.de/~uwvw/rank-97.jpg>

## Pour plus d'informations sur les chapitres nationaux:

Contactez votre chapitre local.

- Pour plus d'informations sur **le Pakistan**, veuillez prendre contact avec M. Mumtaz Rafee à TI-Pakistan. Tel: +92-21-453 1070, Fax: +92-21-453 1072, e-mail: rafu@ccapak. khi.erum.com.pk
- Pour plus d'informations sur **la Malaisie**, veuillez prendre contact avec M. Tunku Abdul Aziz (TI-Malaisie): Tel: +60-5-685 20 05, Fax: +60-5-685 20 06, ou bien avec l'Agence Anti-Corruption au: Tel: +60-3-255 71 36, Fax: +60-3- 254 78 95
- Pour plus d'informations sur **l'Argentine**, veuillez prendre contact avec M. Roberto de Michele à Poder Ciudadano (Chapitre National de TI en Argentine): Tel/Fax: +54-1-375 03 98, e-mail: rpsaba@podciu.org.ar

Pour **toutes les autres adresses** voir: <http://www.transparency.org>

# TI Corruption Perception Index 1997

**A NE PAS FAIRE PARAÎTRE AVANT JEUDI 31 JUILLET,  
15.00 HEURES. HEURE DE BERLIN**

<b>Rang</b>	<b>Transparency International Corruption Perception Index 1997</b>	<b>Score 1997 (max 10.00)</b>	<b>Score 1996 (max. 10.00)</b>	<b>Nombre de sondages utilisés en 1997</b>	<b>Variance en 1997 entre les sondages</b>
1	Danemark	9,94	9,33	6	0,54
2	Finlande	9,48	9,05	6	0,30
3	Suède	9,35	9,08	6	0,27
4	Nouvelle-Zélande	9,23	9,43	6	0,58
5	Canada	9,10	8,96	5	0,27
6	Pays-Bas	9,03	8,71	6	0,23
7	Norvège	8,92	8,87	6	0,51
8	Australie	8,86	8,60	5	0,44
9	Singapour	8,66	8,80	6	2,32
10	Luxembourg	8,61	---	4	1,13
11	Suisse	8,61	8,76	6	0,26
12	Irlande	8,28	8,45	6	1,53
13	Allemagne	8,23	8,27	6	0,40
14	Royaume-Uni	8,22	8,44	6	1,43
15	Israël	7,97	7,71	5	0,12
16	USA	7,61	7,66	5	1,15
17	Autriche	7,61	7,59	5	0,59
18	Hong Kong	7,28	7,01	7	2,63
19	Portugal	6,97	6,53	5	1,02
20	France	6,66	6,96	5	0,60
21	Japon	6,57	7,05	7	1,09
22	Costa Rica	6,45	---	4	1,73
23	Chili	6,05	6,80	6	0,51
24	Espagne	5,90	4,31	6	1,82
25	Grèce	5,35	5,01	6	2,42
26	Belgique	5,25	6,84	6	3,28
27	Rép.Tchèque	5,20	5,37	5	0,22
28	Hongrie	5,18	4,86	6	1,66
29	Pologne	5,08	5,57	5	2,13
30	Italie	5,03	3,42	6	2,07
31	Taiwan	5,02	4,98	7	0,76
32	Malaisie	5,01	5,32	6	0,50
33	Afrique du Sud	4,95	5,68	6	3,08
34	Corée du Sud	4,29	5,02	7	2,76
35	Uruguay	4,14	---	4	0,63
36	Brésil	3,56	2,96	6	0,49
37	Roumanie	3,44	---	4	0,07

<b>Rang</b>	<b>Transparency International Corruption Perception Index 1997</b>	<b>Score 1997 (max 10.00)</b>	<b>Score 1996 (max. 10.00)</b>	<b>Nombre de sondages utilisés en 1997</b>	<b>Variance en 1997 entre les sondages</b>
38	<b>Turquie</b>	<b>3,21</b>	3,54	6	1,21
39	<b>Thaïlande</b>	<b>3,06</b>	3,33	6	0,14
40	<b>Philippines</b>	<b>3,05</b>	2,69	6	0,51
41	<b>Chine</b>	<b>2,88</b>	2,43	6	0,82
42	<b>Argentine</b>	<b>2,81</b>	3,41	6	1,24
43	<b>Viêt Nam</b>	<b>2,79</b>	---	4	0,26
44	<b>Vénézuela</b>	<b>2,77</b>	2,50	5	0,51
45	<b>Inde</b>	<b>2,75</b>	2,63	7	0,23
46	<b>Indonésie</b>	<b>2,72</b>	2,65	6	0,18
47	<b>Mexique</b>	<b>2,66</b>	3,30	5	1,18
48	<b>Pakistan</b>	<b>2,53</b>	1,00	4	0,47
49	<b>Russie</b>	<b>2,27</b>	2,58	6	0,87
50	<b>Colombie</b>	<b>2,23</b>	2,73	6	0,61
51	<b>Bolivie</b>	<b>2,05</b>	3,40	4	0,86
52	<b>Nigéria</b>	<b>1,76</b>	0,69	4	0,16

Le **Classement** est uniquement basée sur les résultats issus d'un certain nombre de sondages et ne reflète que la perception des hommes d'affaires ayant participé à ces sondages. Les **Scores 1997 et 1996** traduisent la perception du degré de corruption dans les différents pays par ces hommes d'affaires. Un 10.00 parfait correspondrait à un pays qui ne connaîtrait aucun problème de corruption. Pour bien comprendre comment comparer les deux résultats, veuillez vous reporter au document "Questions and Answers". La **Variance** donne une mesure des différences existant entre les données fournies par les différentes sources pour le Classement 1997: plus la variance est grande, plus les perceptions du degré de corruption dans un certain pays divergent. Pour qu'un pays puisse être présent dans le CPI, il faut qu'il ait été inclus dans au moins quatre sondages.

© Transparency International & Dr. Johann Graf Lambsdorff, 1997